

Les effets d'une augmentation des salaires industriels sur la répartition du revenu national [*]

Jean MARCHAL

Le problème sur lequel j'ai l'intention de me pencher aujourd'hui, est un problème très concret; c'est celui des effets déterminés par une augmentation des salaires payés aux travailleurs de l'industrie sur la répartition du revenu national.

Le façon dont je pose ce problème, appelle une remarque liminaire importante. Dans l'exposé que j'ai donné il y a quelques jours, j'ai indiqué que le plupart des modèles modernes: celui de BOULDING et celui de KALDOR par exemple, distinguent seulement deux types de participants à la répartition: les salariés d'une part, les titulaires de profits au sens large de l'autre, c'est-à-dire l'ensemble de ceux qui tirent leur revenu d'une source autre que la vente de leur travail. Traiter de la répartition, c'est pour ces auteurs traiter des parts relatives des salaires et des profits en partant de l'idée que la somme de ces parts relatives est égale à l'unité.

Par les critiques j'ai formulées dans mon premier exposé à l'encontre des modèles de BOULDING et de KALDOR, par les termes dont je viens de me servir pour énoncer le problème que je veux aborder aujourd'hui, vous avez déjà compris que je n'accepte pas cette manière de voir. J'ai bien spécifié en effet, que j'allais étudier les conséquences d'une augmentation des salaires *industriels*. En d'autres termes, j'ai implicitement scindé l'économie en deux secteurs: l'un industriel, l'autre agricole et mon propos est d'étudier les conséquences d'une augmentation des salaires survenant dans le premier de ces secteurs.

Il me faut cependant justifier ma position. Tous les auteurs modernes admettent, depuis les analyses de WICKSELL et de

[*] Cette conférence a été donnée, au mois de mars-1961, à la Faculté des Sciences économiques de l'Université d'Istanbul.

KEYNES, que le condition générale d'équilibre à l'échelle macro-économique est constituée par l'égalité de l'épargne et de l'investissement, il y a égalité de l'offre et de la demande sur le marché des biens de d'équipement.

Tout le monde admet que des difficultés subsistent dans ce que l'on peut appeler l'emboitage de l'offre et de la demande. Sur le marché des biens de consommation, malgré l'égalité général de l'offre et de la demande, on peut produire, par exemple, trop de scooters et pas assez de vêtements; sur le marché des biens d'équipement, trop de dynamos et pas assez de machines à calculer. Mais l'hypothèse est posée que l'économie est suffisamment fluide pour que ces discordances se résorbent d'elles mêmes: des variations interviendront dans les prix des biens et des services utilisés dans les divers secteurs, variation qui détermineront des déplacements de facteurs et restaureront l'équilibre.

Cette hypothèse, implicitement faite par l'école moderne, peut, à notre avis, être admise. Il y a cependant des exceptions et la plus importante d'entre elles, le seule qui sera retenue ici, concerne le secteur agricole.

Si les facteurs de production: le travail, le capital, les agents naturels la fonction d'entreprise se déplacent sans trop de difficultés d'une branche à l'autre à l'intérieur secteur industriel, il n'en va pas de même, sauf peut-être dans l'économie américaine, lorsqu'il s'agit de passer du secteur industriel au secteur ou du secteur agricole au secteur industriel. Une série d'obstacles qui ont été bien souvent analysés, s'opposent à ces déplacements.

Dès lors, nous n'avons plus le droit, même en première approximation, de considérer l'économie comme un marché unique et de nous attacher à l'équilibre de ce marché. Nous sommes obligés de subdiviser l'économie en deux secteurs qui ont chacun leur vie propre et sur lesquels s'établissent des niveaux de prix différents. Il n'est naturellement pas question de nier que les prix agricoles et les prix industriels subissent des influences communes mais ils sont également soumis à des influences particulières et ils peuvent varier les uns par rapport aux autres. Les termes de l'échange entre les deux secteurs se modifient.

A cette argumentation, certains objecteront peut-être que l'évolution moderne, en réduisant l'importance du secteur agricole

dans l'économie et en accroissant la mobilité des facteurs de production, tend à établir dans les faits cette unité de l'économie que nous contestons. Cela est exact. Mais dans la majorité des pays, l'évolution n'est pas suffisamment avancée pour que nous puissions négliger les caractéristiques particulières de l'agriculture.

Jetons d'abord un coup d'oeil sur les effectifs agricoles en pourcentage de la population active. En 1958, d'après l'Office Statistique des Communautés Européennes (1/1960) les effectifs agricoles représentaient 4,6 % seulement de la population active au Royaume Uni et 9,1 % aux Etats-Unis. Mais les pourcentages s'élèvent à 16,0 % pour l'Allemagne, 25,6 % pour la France et 32,4 % pour l'Italie.

Quant à la valeur ajoutée de l'agriculture, il est bien vrai que d'une statistique à l'autre, elle tend à représenter une portion plus faible du produit intérieur brut. Il est bien vrai aussi que ce pourcentage est bas pour le Royaume Uni et pour Etats-Unis où il atteint seulement 4,3 % et 5,0 % (pour les Etats Unis pourcentage du produit intérieur *net*) Mais en Allemagne, ce pourcentage représente encore 8,3 %, en France 12,0 %, en Italie 20,2 %, en Grèce 32 %, en Turquie 45 %.

Si enfin nous procédons à un calcul par tête, nous constatons qu'au Royaume Uni et aux Pays Bas, pour des raisons d'ailleurs très différentes; la valeur ajoutée par personne active agricole est presque à égalité avec la valeur ajoutée par personne active en général. Mais une différence assez importante persiste aux Etats Unis et en Belgique et un écart très prononcé se marque en France, en Allemagne et en Italie.

Au total, on peut certainement admettre que, de façon générale, les effectifs agricole tendent à représenter une portion de plus en plus faible de la population active, que la valeur ajoutée de l'agriculture tend à constituer une portion de plus en plus réduite intérieur brut, enfin que la valeur ajoutée par tête d'agriculteur tend à se rapprocher de la valeur ajoutée moyenne par représentant de la population active. Mais, dans la plupart des pays l'évolution est loin d'être suffisamment avancée pour qu'une analyse réaliste visant à éclairer un gouvernement désireux d'agir, puisse négliger le fait de la division de l'économie en deux secteurs.

La décision de retenir deux secteurs étant prise, le problème du nombre et du type de participants à utiliser dans le modèle que nous nous proposons de construire, n'est pas encore résolu. La question se pose, en effet, de savoir combien de participants se rencontrent à l'intérieur de chaque secteur. En d'autres termes, devons nous reprendre successivement pour chacun des deux secteurs: industriel et agricole, la division bipartite salariés-titulaires de profits utilisée de façon générale par les auteurs modernes?.

En ce qui concerne le secteur industriel, nous avons nous-mêmes souligné dans une série de travaux, que cette distinction demeure grossière. Il n'est pas certain que les cadres moyens et supérieurs aient, au regard des processus de la répartition, les mêmes réactions que les salariés de base; il n'est pas évident a priori que les fonctionnaires et agents du secteur public aient toujours la même attitude que les salariés du secteur privé; il n'est pas établi, du côté des profits, que les commerçants soient toujours solidaires des industriels. Mais, en première approximation, on peut vraisemblablement admettre la distinction des salariés et des titulaires de profits, en soulignant simplement que cette distinction reste grossière et qu'un surcroît d'analyse sera ultérieurement nécessaire.

En ce qui concerne le secteur agricole, par contre, dans la plupart des pays la distinction des salariés et des titulaires de profits risque de paraître peu adéquate. Une large partie de la production provient, en effet, de paysans indépendants fournissant à la fois leur capital et leur travail. Une analyse poussée établirait sans doute des distinctions propres au secteur agricole. Il y aurait peut-être lieu d'opposer les grands et les petits exploitants agricoles ou bien encore ceux des régions riches et ceux des régions pauvres. Mais pour le moment nous retiendrons un revenu agricole unique découlant à la fois du capital et du travail.

Dans ces conditions, nous sommes amenés pour comprendre ce qui se passe dans la plupart des pays, à construire un modèle à deux secteurs et à trois participants: salariés de l'industrie, titulaires de profits industriels, titulaires de revenus agricoles.

La subdivision de l'économie en deux secteurs nous oblige à doter chacun de ces groupes non pas, comme il est traditionnel de

deux propensions: une propension à consommer et une propension à épargner mais de trois propensions: une propension à consommer des produits agricoles, une propension à consommer des produits industriels et une propension à épargner.

Nous pouvons faire la convention de réserver l'indicatif A aux agriculteurs, l'indicatif W aux salariés de l'industrie et l'indicatif P aux titulaires de profits industriels. Par ailleurs, nous désignerons par m les propensions à consommer des produits agricoles, n les propensions à consommer des produits industriels et par $1-m-n$ les propensions à épargner puisque par définition la somme des trois propensions est égale à l'unité.

Nous obtenons dès lors le tableau suivant:

Propensions des agriculteurs:

- à consommer des produits agricoles : m_A
- id industriels : n_A
- à épargner : $1 - m_A - n_A$

Propensions des salariés de l'industrie:

- à consommer des produits agricoles : m_W
- id industriels : n_W
- à épargner : $1 - m_W - n_W$

Propensions des titulaires de profits industriels:

- à consommer des produits agricoles : m_P
- id industriels : n_P
- à épargner : $1 - m_P - n_P$

Ceci étant, nous pouvons revenir à notre problème et nous demander ce qui se passe lorsqu'une augmentation de salaires ΔW est accordée aux salariés de l'industrie?

Pour résoudre ce problème, nous envisagerons successivement deux cas types. Nous nous placerons d'abord dans une économie

peu développée où les salaires sont demeurés à un niveau très bas et où, par suite, les salariés éprouvent des besoins peu différenciés et consacrent la totalité d'un surcroît éventuel de revenu à des achats de produits agricoles. Puis nous passerons à une économie évoluée et riche, une économie soumise à une pression publicitaire systématique qui suscite constamment la création de nouveaux besoins exigeant pour leur satisfaction des produits de l'industrie. Nous supposerons donc que dans les trois groupes sociaux retenus les accroissements de revenus sont de moins en moins utilisés à des achats de produits agricoles. Poussant les choses à l'extrême, nous poserons que les trois propensions à consommer des produits agricoles sont nulles.

A chacun des deux cas, nous consacrerons une partie de notre exposé.

I

Attachons nous d'abord à une économie peu développée, où le niveau de vie des salariés demeure bas et où par suite, tout surcroît éventuel de revenu est consacré à des achats de produits alimentaires d'origine agricole.

Techniquement cela revient à que la propension marginale des salariés à consommer des produits agricoles est égale à l'unité et, par contrecoup, que leur propension à consommer des produits industriels et leur propension à épargner sont nulles.

Le cas envisagé dans cette première partie se caractérise donc par le fait que :

$$m_w = 1$$

$$n_w = 0$$

$$1 - m_w - n_w = 0$$

Ceci étant, admettons qu'un surcroît de salaires ΔW soit distribué aux salariés du secteur industriel par les chefs d'entreprises. Cela revient à dire que le revenu des travailleurs de l'industrie

est augmenté de ce montant ΔW et que le revenu des titulaires de profits industriels est réduit de ce même montant.

Cette modification dans le répartition des revenus du secteur industriel va entraîner une cascade de conséquences que je vais examiner en allant des plus proches aux plus éloignées.

A) La première est un changement dans la demande de produits industriels.

Nous avons supposé que les travailleurs de l'industrie qui bénéficient d'un supplément de salaires ΔW sont très pauvres et qu'ils consacrent tout surcroît de revenu à des achats de produits alimentaires d'origine agricole. Nous devons donc conclure que, malgré l'augmentation de revenu dont ils bénéficient, ils n'accroîtront en aucune manière leurs achats de produits industriels.

Les titulaires de profits par contre n'encaissent plus qu'un revenu amputé du montant ΔW . Comme ces titulaires ont l'habitude de répartir les sommes à leur disposition entre la consommation de produits agricoles, la consommation de produits industriels et l'épargne, nous sommes amenés à penser qu'ils réduiront leur demande de produits industriels dans une proportion qui est indiquée par leur propension à consommer ces produits. De leur chef, la réduction de la demande de produits industriels sera donc égale à $\Delta W n_p$.

Quant aux agriculteurs ils n'ont a priori aucune raison de modifier leur demande de produits industriels puisque, pour l'instant, les changements intervenus dans la répartition ne les touchent pas. Mais ces changements mêmes vont entraîner une variation de la demande de produits agricoles et, par ce canal, ils contraindront les agriculteurs à réviser leur attitude.

B) Une seconde conséquence de l'attribution d'un surcroît de salaires ΔW aux travailleurs de l'industrie est, en effet, de modifier la demande des produits agricoles.

Les salariés de l'industrie, dont la propension à consommer des produits agricoles $m_w = 1$, consacrent la totalité du surcroît de salaires dont ils bénéficient, à des achats de produits

agricoles. De leur chef naît donc un surcroît de demande de produits agricoles égal à ΔW .

En revanche les titulaires de profits industriels dont les revenus ont été réduits de ce même montant ΔW et qui ont une propension marginale à consommer des produits agricoles m_p , réduisent leur demande de produits agricoles d'un montant $\Delta W m_p$.

Au total la demande de produits agricoles en provenance du secteur industriel s'accroît du montant:

$$\Delta W - \Delta W m_p$$

ou $\Delta W (1 - m_p)$

Sous cette pression, les exploitants agricoles vont augmenter la valeur de leur production. De quel montant? D'un montant indiqué par le multiplicateur sectoriel.

Ce multiplicateur est, comme on sait, égal à l'inverse de la propension à l'épargne des agriculteurs. Il est donc égal à:

$$\frac{1}{1 - (m_A + n_A)}$$

Le surcroît de revenu de l'agriculture est donc:

$$\Delta W (1 - m_p) \frac{1}{1 - (m_A + n_A)}$$

De ce surcroît de revenu qui se manifeste dans le patrimoine des agriculteur quelle portion est affectée à des achats de produits industriels? Pour le savoir, il suffit de multiplier ce surcroît de revenu par la propension marginale des agriculteurs à acquérir des produits industriels, soit n_A .

L'augmentation de la demande de produits industriels en provenance du secteur agricole est donc égale à

$$\frac{\Delta W (1 - m_p)}{1 - (m_A + n_A)} \times n_A$$

C) Ceci étant, nous pouvons aborder la troisième conséquence de l'attribution d'un surcroît de salaires, celle relative à une variation éventuelle des prix et des profits industriels.

Nous avons noté, en effet, que la première conséquence de l'attribution d'une surcroît de salaires aux travailleurs de l'industrie est une diminution de la demande de produits industriels égale à $\Delta W m_p$ diminution découlant d'une réaction des titulaires de profits.

La seconde conséquence est, au contraire, une augmentation de la demande de ces mêmes produits industriels, augmentation provenant d'une réaction des agriculteurs et égale à :

$$\frac{\Delta W (1 - m_p) n_A}{1 - (m_A + n_A)}$$

Si la réduction et l'augmentation sont égales, c'est-à-dire si l'on a :

$$\Delta W n_p = \frac{\Delta W (1 - m_p) n_A}{1 - (m_A + n_A)}$$

$$\text{ou } \frac{n_p}{n_A} = \frac{1 - m_p}{1 - (m_A + n_A)}$$

les prix des produits industriels n'ont aucune raison de varier.

Par contre-coup, les profits du secteur industriel sont également stabilisés ils demeurent réduits d'un montant égal au surcroît de salaires ΔW .

Mais si les prix des produits industriels n'augmentent pas, en dépit du relèvement des salaires industriels, par ce que la stabilité de la demande ne le permet pas, une autre conséquence doit également être tirée. C'est que le volume d'épargne indispensable pour financer les investissements demeurera constant. Par suite aucune rupture d'équilibre n'est à craindre de ce côté.

Il peut naturellement arriver que, contrairement à ce que nous venons de supposer, la condition d'équilibre ne soit pas remplie et que le surcroît de demande de produits industriels en provenance

du secteur agricole excède ou, à l'inverse soit inférieur à la réduction de la demande des entrepreneurs industriels.

Supposons, ce qui est l'hypothèse la plus plausible, que :

$$\frac{\Delta W (1 - m_P) n_A}{1 - (m_A + n_A)} > \Delta W n_P$$

Dans ce cas, le prix des produits industriels et par contre-coup, les profits vont tendre à monter. Après avoir été amputés d'un montant ΔW égal à l'accroissement des salaires industriels, les profits industriels se redresseront.

Corrélativement les prix des biens d'équipement vont s'élever et le volume d'épargne nécessaire pour financer les investissements devra, lui aussi, s'élever.

L'un et l'autre phénomène auront naturellement pour conséquence d'entraîner des effets secondaires sur la répartition.

Au total dans une économie de ce type, une augmentation générale des salaires industriels est susceptible d'entraîner un effet réel de répartition. Comme dans le modèle ricardien, elle augmentera des revenus agricoles. Cette redistribution tendra normalement à retarder le processus de croissance car elle réduit les moyens internes du secteur où, en général, le taux de croissance est le plus fort.

Sur une plus longue période enfin l'augmentation des prix stimule la production agricole car l'élasticité de l'offre agricole est plus élevée en longue qu'en courte période. Le résultat est une augmentation des salaires réels par baisse des prix agricoles. Mais si au nouveau montant de revenus, la propension des salariés à acquérir des produits agricoles demeure forte, les profits du secteur industriel ne s'amélioreront pas malgré le réajustement des prix agricoles.

Les événements évoluent-ils de la même façon lorsqu'au lieu d'une économie peu développée et pauvre, nous nous attachons à une économie où règne l'abondance? C'est ce qu'il convient de rechercher maintenant.

II

Par économie riche, nous entendons essentiellement une économie où la propension marginale des salariés à consommer des produits agricoles est égale à zéro. Lorsque dans un pays le revenu national s'accroît, lorsque, en liaison avec cet accroissement, les revenus des salariés s'élèvent de plus en plus et que, par ailleurs, une intense pression publicitaire s'exerce sur eux en faveur des produits de l'industrie, on peut supposer en effet que les habitudes de dépenses de travailleurs changent: les accroissements de revenus sont de moins en moins utilisés à satisfaire des besoins alimentaires et de plus en plus à acheter des produits industriels. A la limite on arrive à l'idée d'une propension marginale des salariés à consommer des produits agricoles égale à zéro.

Mais si nous supposons que les salariés à la suite du relèvement de leur niveau de vie, ont une propension marginale à consommer des produits agricoles réduite à zéro, nous devons logiquement faire la même supposition pour les titulaires de profits industriels et pour les agriculteurs dont la condition est normalement égale ou supérieurs. Nous sommes dès lors conduits à écrire que $m_W = 0$, $m_P = 0$, $m_A = 0$

En ce qui concerne les propensions à l'épargne d'autre part, nous admettrons comme le font souvent les théoriciens modernes et toujours pour simplifier que celle des salariés de l'industrie est nulle. Cette hypothèse peut paraître un peu contradictoire avec l'affirmation que nous considérons une économie riche, où les travailleurs bénéficient d'un niveau de vie élevé. Mais toute une partie de la classe salariée est par ses habitudes profondes et par son éducation peu portée à l'épargne. De surcroît nous avons supposé qu'une publicité intense s'exerçait en faveur des produits de l'industrie, produits anciens et produits nouveaux, constamment offerts à la population. Dans ces conditions c'est seulement en systématisant un peu que nous posons que l'épargne des salariés est nulle et, par contrecoup, que leur propension à consommer des produits industriels est égale à l'unité.

Au contraire, nous devons reconnaître que le goût de l'épargne subsiste chez les titulaires de profits et chez les agriculteurs et,

par suite, que leurs propensions à consommer des produits industriels demeurent inférieures à l'unité.

Au total nous sommes amenés à poser

$$n_W = 1$$

$$n_P < 1$$

$$n_A < 1$$

Dans ces conditions, que va-t-il se passer si un supplément de rémunération ΔW est attribué aux salariés de l'industrie?

Puisque nous avons supposé que la propension marginale des salariés à consommer des produits industriels est égale à l'unité, nous devons conclure que, sur le marché des produits industriels, il va se produire, du chef des salariés, une augmentation de la demande égale à ΔW .

Mais les titulaires de profits dont le revenu a été réduit de ce même montant ΔW , vont comprimer leur propre demande. A la différence des salariés toutefois, ces titulaires de profits affectent toujours une portion de leur revenu à l'épargne. Leur revenu diminuant ils feront donc porter la compression à la fois sur la demande de produits industriels et sur l'épargne. Pratiquement la réduction de la demande atteindra donc seulement le montant $\Delta W n_P$.

Du chef des deux groupes dont nous venons de parler, il se manifeste donc une augmentation de la demande de produits industriels égale à:

$$\Delta W - \Delta W n_P$$

$$\text{ou } \Delta W (1 - n_P)$$

Les agriculteurs enfin vont-ils modifier leur position? Nullement. Les événements qui, jusqu'à présent, sont intervenus, n'affectent en rien les agriculteurs. A l'origine un surcroît de salaires a été attribué aux salariés au détriment des titulaires de profits. Directement ce transfert n'intéresse pas les agriculteurs. Indirectement ils ne seront touchés que si, à la suite de ce transfert les salariés ou les titulaires de profits modifient leur demande de

produits agricoles. Mais antérieurement nous savons supposé que dans cette économie riche, les trois propensions à consommer des produits agricoles étaient égales à zéro. La demande de produits agricoles dans ce pays à haut niveau de vie, ne dépend plus de la répartition du revenu national. Pour l'instant par conséquent nous n'avons, contrairement à ce qui se passait dans l'hypothèse d'un pays pauvre, aucune raison de supposer une réaction quelconque de la part des agriculteurs.

Mais si la demande des produits industriels s'accroît d'une quantité $\Delta W (1 - n_p)$ alors que l'offre n'a pas de raison de varier, nous devons conclure que les prix des produits industriels vont s'élever.

Comme pour les raisons que nous venons d'exposer, les prix des produits agricoles ne varient pas, cela veut dire que le taux d'échange entre produits agricoles et produits industriels va changer. Les termes de l'échange se détériorent au détriment des agriculteurs et en faveur des représentants du secteur industriel. Si l'on préfère le pouvoir d'achat des agriculteurs en produits industriels fléchit.

Ainsi mis en cause les agriculteurs ont le choix entre plusieurs solutions. Nous avons admis que leur propension à consommer des produits agricoles était nulle. Il leur reste donc la possibilité de réduire leur épargne ou de réduire leur consommation de produits industriels ou, ce qui est l'hypothèse la plus générale, de réduire à la fois l'une et l'autre. Attachons d'abord aux deux hypothèses extrêmes qui permettront de comprendre plus aisément la troisième.

A) Si les agriculteurs font porter toute la compression sur leur épargne si, en d'autres termes, malgré la hausse relative des prix des produits industriels, ils maintiennent leur demande de ces produits à un niveau inchangé, aucune portion de la production industrielle ne devient disponible pour faire face au surcroît de demande en provenance des salariés et des titulaires de profits. On ne peut donc compter sur la réaction des agriculteurs pour

rétablir l'équilibre dans le secteur industriel et arrêter la hausse des prix.

Mais si les agriculteurs réduisent leur épargne, une discordance va se manifester entre l'épargne et l'investissement au plan global. Cette discordance peut-elle être comblée par une réaction des salariés? Nullement puisque nous avons supposé que leur propension à l'épargne est nulle. Seuls peuvent intervenir les titulaires de profits. Mais comme leur propension à l'épargne est donnée, une augmentation du volume d'épargne formé par eux suppose que leurs profits augmentent.

Mais nous venons justement d'indiquer que, par suite du déséquilibre entre offre et demande dans le secteur industriel, les prix des produits industriels tendent à monter. Sous l'effet de cette hausse, les profits industriels vont, eux aussi, croître. Nous devons admettre que valeur réelle ils s'élèveront au delà de leur niveau antérieur de façon qu'une épargne accrue surgisse au sein de groupe des titulaires de profits, épargne qui se substituera à celle des agriculteurs et permettra de rétablir l'équilibre avec l'investissement.

Dans ces conditions nous pouvons dresser le bilan de l'opération:

a) Les salariés de l'industrie qui ont déclenché l'affaire, en réclamant une augmentation de salaires, n'ont finalement rien gagné et peut-être même ont ils perdu. Pendant un temps sans doute ils ont bénéficié d'une augmentation de salaires. Mais l'effet de celle-ci a été annulé par la hausse des prix industriels. La consommation en produits agricoles de ces salariés demeure constante. Mais il est possible que leur consommation en produits industriels fléchisse un peu à la suite de la hausse des prix et dans la mesure où la consommation des produits industriels des titulaires de profits a augmenté en liaison avec l'augmentation de leur revenu.

b) Les titulaires de profits contre lesquels l'opération était dirigée et qui effectivement ont été malmenés au cours d'une première phase, sont en réalité les vainqueurs puisque leurs profits réels se sont accrus. Par suite de cette augmentation de leurs profits, ils ont pu accroître leur consommation de produits indust-

riels et surtout augmenter leur épargne et, par conséquent, leurs droits sur les outillages existants.

c) Les agriculteurs enfin qui paraissent des tiers étrangers à une opération se déroulant au sein du secteur industriel, sont les véritables perdants. Ils maintiennent sans doute leur consommation en produits agricoles et en produits industriels mais ils réduisent leur épargne. Leurs droits sur les biens existants diminuent.

Sans doute l'hypothèse que nous venons d'envisager est elle une hypothèse limite et il faut s'abstenir d'en tirer trop vite des conséquences pratiques. Nous pouvons cependant retenir que, dans une économie à deux secteurs où les groupes en présence se caractérisent comme il a été dit, les titulaires de profits industriels n'ont aucune raison véritable de s'opposer à un relèvement des salaires ce peut être un excellent moyen pour eux d'accroître leur revenu et de substituer leur épargne à celle des agriculteurs.

B) Supposons maintenant, pour passer à l'autre hypothèse extrême, que les agriculteurs fassent porter toute la réduction de leur pouvoir d'achat en produits industriels sur la consommation de ces produits et qu'ils maintiennent rigoureusement leur volume existant d'épargne.

Dans ce cas, du fait des agriculteurs, une certaine quantité de produits industriels sont devenus disponibles pour répondre au surcroît de demande résultant, comme nous l'avons antérieurement indiqué, des réactions antagonistes des salariés et des titulaires de profits. L'égalité entre offre et demande dans ce secteur tend à se rétablir.

Quant à l'égalité entre investissement et épargne, elle n'est pas affectée par la réaction des agriculteurs puisque ceux-ci maintiennent leur épargne. Mais il ne faut pas perdre de vue qu'au sein du secteur industriel, par suite de la hausse des salaires, les titulaires de profits se sont appauvris et les salariés enrichis. Or ce sont les premiers qui forment l'épargne tandis que les seconds, dans les hypothèses posées, n'y contribuent pas. Dès lors l'épargne globale dans la société va fléchir et se trouver inférieure à l'investissement.

Pour les raisons antérieurement indiquées cependant, une hausse des prix industriels est en cours. Cette hausse, comme nous venons de le dire, tend à rétablir l'équilibre entre l'offre et la demande de produits industriels. Mais elle tend aussi, en gonflant les profits et en réduisant les salaires réels, à restaurer l'égalité entre l'épargne et l'investissement. On doit donc admettre que cette hausse se poursuivra jusqu'à ce que, les profits industriels étant ramenés à leur niveau originel, l'épargne des titulaires de ces profits soit, elle aussi, intégralement restaurée.

Finalement on peut analyser de la façon suivante les conséquences de l'opération :

a) Les salariés du secteur industriel qui sont à l'origine de tout, ont maintenu leur consommation en produits agricoles et accru leur consommation en produits industriels. Ils sont gagnants.

b) Les titulaires de profits industriels contre lesquels l'opération était, en apparence dirigée, ont pu sauvegarder leur position. Ils maintiennent finalement leur consommation et leur épargne.

c) Les agriculteurs par contre ont perdu: ils ont été contraints de renoncer à une partie des produits industriels qu'ils consommaient antérieurement et ce sont ces produits qui ont été transférés aux salariés du secteur industriel.

Dans ce qui précède toutefois nous avons supposé que l'investissement global ne changeait pas. En pratique on peut se demander si le remplacement d'une demande de produits industriels en provenance d'agriculteurs par une demande en provenance de salariés ne va pas exiger des investissements? En effet ce ne seront pas nécessairement les mêmes produits qui seront demandés. Des investissements dès lors peuvent être nécessaires dans certaines branches du secteur industriel, investissements qui ne seront pas certainement compensés par des désinvestissements dans d'autres branches.

Dans ce cas il faudrait admettre que, dans la période en cours, une partie des produits industriels aux quels renoncent les agriculteurs sert non pas à accroître la consommation des salariés mais à couvrir ces investissements. Les salaires réels s'élèveraient

toujours mais dans une proportion inférieure à ce qui a été précédemment indiqué.

Dans une période plus longues le revenu national tendrait à accroître d'un montant qu'il serait aisé de calculer en appliquant le multiplicateur au surcroît d'investissements. Dès lors on échapperait à l'obligation de compenser strictement les gains des uns par les pertes des autres. Certains pourraient s'enrichir sans que d'autres nécessairement s'appauvrissent.

C) Il reste enfin à examiner le cas où les exploitants agricoles réduisent à la fois leur épargne et leur consommation en produits industriels. C'est le cas le plus général mais c'est aussi le plus délicat. La solution toutefois est facilitée par la connaissance de ce qui se passe dans les deux hypothèses limites.

Lorsque les agriculteurs ont une forte propension à l'épargne, toute réduction de leur revenu réel réagit nécessairement sur celle-ci. Or nous avons antérieurement montré qu'un fléchissement de l'épargne chez les agriculteurs ne peut être compensé par un accroissement que chez les titulaires de profits. Lorsque la propension à l'épargne de ces derniers est élevée, une faible augmentation des profits suffira pour faire naître l'épargne nécessaire. Lorsqu'au contraire la propension à l'épargne des titulaires de profits est basse, il faudra que leurs gains s'élèvent fortement pour que le supplément d'épargne qui apparaît chez eux, compense le déficit de l'épargne agricole.

Au total, il apparaît que les profits industriels s'accroîtront d'autant plus que la propension à l'épargne des agriculteurs sera élevée et que la propension des titulaires de profits sera faible.

Mais lorsque les profits industriels s'élèvent dans une proportion appréciable, ces titulaires sont incités non seulement à épargner davantage mais également à accroître leur consommation de produits industriels. Comme nous l'avons antérieurement expliqué, ceci a pour conséquence de réduire les quantités de produits restant à la disposition des salariés de l'industrie. Nous sommes donc amenés à conclure que l'opération envisagée est d'autant plus avantageuse pour les salariés que la propension à l'épargne des agriculteurs est faible et que la propension des titulaires de profits

est forte. Cette proposition est un simple corollaire de la proposition précédente.

Dans la mesure enfin où l'opération est avantageuse pour les salariés de l'industrie, c'est-à-dire dans la mesure où la consommation en produits industriels de ces salariés se substitue à la consommation des agriculteurs, un surcroît d'investissement peut comme nous l'avons expliqué, devenir nécessaire. Ce surcroît d'investissement détermine un accroissement du revenu national dont les trois groupes en présence sont susceptibles de bénéficier.

III

Du modèle que nous venons d'esquisser, on peut tirer principalement la conclusion que la multiplication des participants à la répartition a des conséquences importantes.

En particulier il apparaît que, dans une économie où interviennent des exploitants agricole à côté des salariés industriels et des titulaires de profits, une augmentation des salaires ne s'effectue pas nécessairement au détriment des profits. Dans une large mesure, nous avons constaté que, sous certaines conditions, cette opération peut avoir pour conséquence une substitution de la consommation en produits industriels des salariés à la consommation des agriculteurs et une substitution de l'épargne des titulaires de profits et, par contrecoup de leurs droits sur les biens, à l'épargne et aux droits sur les biens des agriculteurs. On s'explique dès lors pourquoi dans certains cas concrets les chefs d'entreprises ne marquent qu'une résistance modérée aux demandes d'augmentation des salariés; ce ne sont pas eux les véritables perdants de l'opération.

Le modèle développé présente toutefois l'inconvénient par rapport à celui de KALDOR dont nous avons parlé dans le précédent exposé, de ne pas analyser avec autant de soin les effets sur la grandeur du revenu national. Il indique que ce revenu peut être accru en conséquence des changements intervenus dans la répartition mais il ne précise pas le montant de cet accroissement.

Enfin si le modèle introduit un plus grand nombre de participants à la répartition, il n'établit pas de lien entre le montant des rémunérations allouées aux différents groupes en présence. Or nous avons vivement insisté, en critiquant KALDOR, sur ce point qu'aucun équilibre stable ne pouvait être défini sans tenir compte des relations qui existent entre les taux de revenus encaissés par chaque groupe au cours des périodes successives et entre les taux des revenus des divers groupes au cours d'une même période. Lorsqu'on ne fait pas entrer ces relations dans le modèle en effet on s'expose à ce que des revendications ne soient introduites par les groupes qui se jugent défavorisés et qu'un processus d'inflation par les coûts ne se déclenche.

Aussi convient-il de considérer le modèle esquissé dans cet exposé comme une simple étape sur le chemin hérissé d'obstacles qui doit conduire celui qui parviendra à le suivre jusqu'au bout, à la construction d'une théorie générale de la répartition du revenu national.